

#4  
04/02/2021

## Impacts de la crise sanitaire COVID-19

### **Une crise sans précédent avec des effets à retardement ?**

Après une chute de l'activité au deuxième trimestre 2020, lors du premier confinement, puis un très net rebond de juin à septembre, l'économie française subit en fin d'année un nouveau choc négatif lié à la reprise de l'épidémie et aux mesures sanitaires renforcées. Ce deuxième confinement, allégé fin novembre avec la réouverture des commerces, a un impact significatif mais beaucoup moins fort que celui du printemps.

En moyenne annuelle, le recul du PIB en 2020 devrait être de l'ordre de -9%. L'analyse de cette baisse montre qu'elle est principalement due aux pertes subies par les services marchands (transport, hébergement-restauration, commerce, services aux particuliers).

Côté emplois, la baisse semble plus limitée : l'INSEE estime qu'en 2020, elle devrait être de l'ordre de -2.3% par rapport à déc. 2019 au plan national, le secteur de l'hébergement et de la restauration étant celui qui essuierait la plus forte baisse (-17.3%), une résistance permise par la possibilité du recours au chômage partiel.

Enfin, pour ce qui est des minima sociaux, et en particulier du RSA, les instances nationales constatent une forte hausse depuis mars 2020 du nombre de foyers allocataires (fin octobre l'augmentation annuelle était de +8% après près de 3 ans de stabilité). Les plus fortes augmentations constatées concernent essentiellement des départements avec une activité économique soutenue ou dont l'activité est fortement liée au tourisme (et non les plus touchés par la COVID-19) : dans ces départements dont font partie les départements 35, 44 et 56, le taux de foyers allocataires était relativement bas en début d'année et a rapidement augmenté dès le premier confinement.

*Ce présent baromètre présente les éléments disponibles à fin janvier, soit fin décembre pour la demande d'emploi, et fin septembre pour les emplois salariés et les établissements employeurs.*

# Marché du travail

## Demande d'emploi



**3 164**

demandeurs d'emploi cat. A  
au 4ème trimestre 2020

**+6.3%** en un an



**5 937**

demandeurs d'emploi cat. ABC  
au 4ème trimestre 2020

**+4.2%** en un an

Après un second trimestre marqué par une augmentation très importante de la demande d'emploi (+36% de demandeurs inscrits en catégorie A pour Redon Agglomération en un an en juin 2020), l'augmentation de la demande d'emploi perdure mais continue de se contracter au 4ème trimestre. Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A (et n'ayant donc exercé aucune activité) augmente de +6.3% en un an en déc. 2020 (+7.5% en Bretagne, +8.0% en France).

Les demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A, B et C (correspondant aux demandeurs d'emploi ayant ou non exercé une activité réduite) étaient au nombre de 5 937 personnes fin décembre 2020, soit +4.2% en un an (+3.7% en un an en Bretagne, +4.8% en France).

La part de demandeurs d'emploi de longue durée a augmenté de +8.5% en un an. Elles sont désormais 2988 personnes à rechercher un emploi depuis plus d'un an, soit la moitié des demandeurs d'emploi inscrits en catégories A B ou C. Il s'agit du nombre le plus important, et de la part la plus importante atteinte depuis la mise en place de ce suivi.

Source : Dares- Pôle Emploi, STMT (données brutes - moyenne trimestrielle)  
Traitement Direccte Bretagne - Agence d'attractivité et de développement

## Effectifs salariés



**12 197** salariés en sept. 2020

**+1.7%** en un an



**3 770**

déclarations préalable à  
l'embauche sur le T3 2020

A fin septembre 2020, le nombre de salariés (hors intérim) était en augmentation sur le territoire de Redon agglomération de +1.7% en un an (-0.2% en Bretagne). Les dynamiques sont très variables d'un secteur à l'autre. Le commerce et l'industrie sont restés sur des effectifs stables, tandis que le BTP et les activités HCR ont connu une augmentation relativement importante : respectivement +8.4% et +5.8% par rapport à fin septembre 2019.

Côté embauches, 3770 DPAE ont été enregistrées sur le 3ème trimestre 2020. S'il s'agit du chiffre le plus bas pour ce trimestre de l'année depuis 2014, on est cependant très loin du décrochage du second trimestre, où on avait enregistré environ 30% de DPAE en moins.

Source : URSSAF - ACOSS

## Appareil productif



**5 437**

établissements  
en 2015 (CLAP 2017)



**1 479**

établissements employeurs  
en juin 2020 (URSSAF - ACOSS 2020)

**+2.2%**  en un an



**540** unités créées en 2020\*

**+6%**  en un an

A fin juin 2020, le nombre d'établissements employeurs a augmenté de 2.2% en un an. Les secteurs sont diversement touchés. Ainsi dans le secteur du BTP, l'augmentation du nombre d'établissements employeurs se poursuit (+10.6% en un an).

Côté créations, on constate une augmentation importante du nombre d'unités immatriculées (catégories entreprises individuelles et sociétés commerciales) sur l'année 2020 (+6% en un an). Le statut privilégié est celui de l'entreprise individuelle (63% des créations). Concernant plus spécifiquement la démographie des sociétés commerciales, en 2020, 161 immatriculations ont été enregistrées par les différents greffes des Tribunaux de commerce compétents pour le territoire (Rennes, Vannes, Saint Nazaire), pour 54 radiations (cf encadré ci-dessous), soit +107 sociétés (en 2019, 140 immatriculations, et 87 radiations avaient été enregistrées, soit +53 sociétés).

Sources : INSEE - CLAP 2017, REE SIRENE 2020,  
SIRENE 2020  
URSSAF - ACOSS 2020  
DATAINFOGREFFE 2020



## Zoom sur les défaillances d'entreprises

Paradoxalement, le taux de défaillances d'entreprises a été à son plus bas niveau en France depuis 20 ans : la France a enregistré une baisse 40% en 2020 du nombre de défaillances d'entreprises. La Bretagne a enregistré 1 261 défaillances d'entreprises en 2020, soit un recul de -36,3 % du nombre de procédures par rapport à 2019.\*

En novembre 2020, la Banque de France estime que ce recul est à interpréter avec précaution. Ainsi, il ne résulte pas d'une baisse des difficultés des entreprises, mais est plutôt dû, d'une part, à l'ensemble des mesures de soutien (aides en trésorerie, réduction ou décalage de paiement de charges), et d'autre part, au fonctionnement des juridictions commerciales

et aux évolutions réglementaires qui ont modifié temporairement les dates de caractérisation et de déclaration de l'état de cessation de paiements.

Les chiffres présentés par la Banque de France démontrent que cette baisse s'observe dans tous les secteurs.

Plusieurs signaux alertent et laissent penser que cette accalmie n'est que passagère : ainsi les greffes notent une part grandissante des liquidations directes, révélatrices d'entreprises qui ont probablement trop attendu pour se déclarer en cessation et que des mesures de sauvegarde puissent être envisagées.\*\*

Sources : \*JDE du 19/01/2021 et du 03/02/2021 - \*\*site internet de la Banque de France

# Tendances par secteur

## Agriculture

L'agriculture représente plus de 1000 établissements sur Redon Agglomération (REE INSEE 2014)\*. Sur la partie 35-56 du territoire, on dénombre 539 chefs d'entreprise et 95 salariés, répartis dans 365 entreprises agricoles (sur le champ « activités de cultures et d'élevage »)\*\*. La production dominante est celle d'élevage de vaches laitières (34% des exploitations).

Sur le plan national, l'agriculture et l'agro-alimentaire ont été relativement épargnées comparativement aux autres secteurs, avec une perte d'activité économique estimée à -3% pour l'année 2020, par rapport à 2019.

Les fermetures des restaurants au printemps ont

 **365**  
exploitations

 **95**  
salariés

néanmoins été un des éléments le plus impactant sur certaines filières. Pour le second confinement, le maintien de certaines activités, dont celle des cantines, et la saisonnalité (la production de lait par exemple est moins importante à cette saison) impliquent de moindres conséquences pour le secteur.

Sur le Pays de Redon, le premier confinement a entraîné le développement de la vente directe. Pour certains agriculteurs, cela a amené une augmentation de la clientèle de 20 à 30%, notamment dans le cas des points de vente collectifs, une tendance pas toujours partagée dans le cas de vente directe à la ferme.

\* : cette source ne propose plus le dénombrement des activités agricoles  
Sources : REE INSEE 2014 - \*\*tableau de Bord Pays de Redon CA 2019

## Construction

Les activités du Bâtiment et des Travaux Publics comptent 585 établissements sur le territoire (REE SIRENE 2018), dont 62% ont une activité dans le second œuvre. Au troisième trimestre 2020, le secteur comptait 1 267 salariés répartis dans 250 établissements (ACOSS URSSAF).

Sur le Pays de Redon, le secteur de la construction est celui qui a connu la plus forte croissance de l'emploi en un an. En effet, le nombre d'établissements employeurs a augmenté de +10.6% en un an. Parallèlement, le nombre de salariés a augmenté fortement lui aussi : +8.4% en un an.

Ces augmentations étaient bien plus importantes

 **585**  
établissements

 **1 267**  
salariés

que celles constatées au niveau régional (+1.7% établissements employeurs en un an, +2.0% salariés). Globalement, le secteur de la construction semble mieux résister en Bretagne que sur le plan national. Néanmoins, les logements autorisés sont à la baisse (-1.5% en Bretagne à fin oct 2020), de même que les constructions de locaux autorisés (-15.8% en un an à fin oct 2020). Pour ce qui est de l'entretien-rénovation, la tendance est plus positive, surtout sur les logements (+1.0% au 3ème trimestre, par rapport au même trimestre en 2019).

Sources : REE SIRENE - ACOSS 2020 - INSEE - Cellule économique de Bretagne

## Industrie

Le secteur de l'industrie compte 383 établissements sur le territoire (REE SIRENE 2018), soit 10% des établissements hors agriculture. Parmi ces établissements, environ le tiers est employeur : au troisième trimestre 2020, 3 170 salariés (plus du quart des salariés du territoire) étaient répartis dans les 137 établissements employeurs. (ACOSS - URSSAF).

A fin septembre 2020, le nombre d'établissements employeurs était en augmentation par rapport à septembre 2019 (+8%), tandis que le nombre de salariés était stable (+0.2% en un an). L'appareil productif de ce secteur est donc dans une posture

 **383**  
établissements

 **3 170**  
salariés

un peu meilleure fin septembre que celle constatée au niveau régional (-0.9% pour les effectifs et +0.1% côté établissements employeurs en un an).

Globalement, la situation de l'industrie est meilleure en Bretagne : ainsi au niveau national, l'emploi dans l'industrie recule davantage (-1.4% en un an). L'INSEE estime que l'industrie enregistrera une perte d'activité de -12% en moyenne en 2020, par rapport à 2019, le secteur de la fabrication de matériels de transport étant le plus touché (-28%).

Sources : REE SIRENE 2018 - ACOSS 2020 - INSEE conjoncture - Banque de France

## Intérim

**Sur le territoire, on estime qu'il y a environ 1200 personnes qui interviennent sous contrat intérimaire dans les entreprises du territoire. Il y a actuellement 12 agences d'emploi sur Redon Agglomération.**

Au plan national, le travail intérimaire a reculé en octobre, et novembre, respectivement de -10.3% et -14.5%. Ainsi si l'emploi intérimaire s'était lentement redressé depuis mai, le secteur connaît un décrochage, consécutif au deuxième confinement. En France, la baisse la plus brutale a été constatée dans les activités de commerce (-26.7% en nov.) et dans celui des services (-25.0%), le quasi arrêt du secteur hôtellerie-restauration constituant le premier facteur. Pour ce qui est des activités industrielles et de construction, une baisse moindre, mais néanmoins marquée, a été constatée (-15.9% et -19.9%). Seul le secteur de la logistique, porté par l'essor du



**12**  
établissements



**1 200**  
intérimaires

e-commerce, tire son épingle du jeu (+13.8% en nov.), une tendance qui s'est confirmée en décembre.

Côté Pays de Redon, les tendances diffèrent selon les activités et clients principaux des agences. Globalement sur l'année, malgré la chute d'activité très importante due au premier confinement, les activités ont repris progressivement jusqu'à cet automne, permettant pour certaines agences de limiter la perte d'activité entre -10 et -15% pour 2020. En janvier 2020, le bilan est relativement bon. Certaines agences ayant eu une activité à +10% par rapport à janv 2020. Néanmoins, pour la plupart des agences, la demande d'intérimaire, précédemment programmée sur un mois, est passée désormais à une semaine.

Sources : Prism'emploi novembre 2020

## Commerce

**Le Commerce (hors Hôtels - Cafés - Restaurants) représente 19% des établissements du territoire, soit 771 établissements en 2018 (REE SIRENE 2018), dont 37% sont des entreprises individuelles.**

**Le secteur compte 2 508 postes salariés (20% des emplois salariés hors agriculture du territoire) répartis dans 337 établissements employeurs au troisième trimestre 2020. Les commerces alimentaires et**



**771**  
établissements



**2508**  
salariés

**surfaces non spécialisées (hyper, super, supérettes) emploient le 1/3 des salariés du secteur.**

A la fin du troisième trimestre, les effectifs salariés du commerce étaient stables (+0.9% en un an sur le territoire de Redon contre -0.2% en Bretagne), de même pour les établissements employeurs (-0.3% pour Redon Agglomération en un an, 0.6% en Bretagne).

Sources : REE SIRENE 2018 - ACOSS 2020

## Tourisme

**Les activités HCR (Hôtellerie - Restauration - Café) comptent 274 établissements en 2018 (REE SIRENE). Au troisième trimestre 2020, les hôtels, cafés et restaurants représentent 529 emplois salariés, répartis en 138 établissements employeurs. Les 9 hôtels du territoire proposent 162 chambres, et les 13 campings ont une capacité de 620 emplacements. Le territoire de Redon Agglomération accueille également environ 166 gîtes et chambres d'hôtes, et 61 activités de loisirs (parcs, activités récréatives et sports de pleine nature).**

A fin septembre 2020, le nombre d'établissements employeurs HCR avait progressé de +3% par



**274**  
établissements  
(HCR)



**529**  
salariés

rapport au troisième trimestre 2019 et les effectifs salariés de +5.8%. Ces évolutions sont le reflet de la saison touristique de l'été 2020 sur le territoire : une bonne fréquentation de juillet jusqu'à la mi-août, notamment par des excursionnistes (+14% en juillet et +5% en août) au détriment des courts séjours et des nuitées (-20% en juillet et août).

Traditionnellement, les activités touristiques sont moins marquées sur le territoire en fin d'année. Reste que le second confinement, et avec lui la fermeture des cafés et restaurants a eu des répercussions sur les établissements.

Sources : REE SIRENE 2018 - ACOSS 2020 - INSEE 2020 - Office de tourisme du Pays de REDON

# Agence d'attractivité et de développement

3 rue Charles Sillard, 35600 Redon  
02 99 72 31 21  
contact@redon-attractivite.bzh  
redon-attractivite.bzh

## Méthodologie

Cet outil est une production partenariale. Ce numéro a été réalisé avec l'appui de :

- le service développement économique de Redon Agglomération ;
- l'Office de tourisme de Redon ;
- Pôle Emploi Redon ;
- les agences d'emploi de Redon ;
- l'URSSAF ;
- la Cellule économique de Bretagne ;
- l'ADDRN

### Précisions concernant les indicateurs de suivi de l'appareil de production

CLAP-INSEE présente l'avantage d'offrir une vision globale des secteurs (services non-marchands et agriculture compris), mais la dernière mise à jour de 2017 présente des données de 2015.

La source REE SIRENE de l'INSEE est mise à jour annuellement, et permet d'avoir, annuellement, des informations sur la démographie des établissements. Mais, elle exclut notamment les activités agricoles. La dernière mise à jour présente les données de 2018.

Pour connaître l'évolution de l'appareil productif, pour le moment, sont suivis :

- d'une part, l'évolution du nombre d'établissements employeurs, via les données fournies par l'URSSAF ;
- d'autre part, celle de la création de structures relevant du secteur marchand (suivi des mises à jour de base SIRENE sur les catégories juridiques entreprises individuelles et sociétés commerciales).

## Financeurs



L'Agence d'attractivité et de développement est cofinancée par le Fonds social européen dans le cadre du programme opérationnel national « Emploi et Inclusion » 2014-2020